La Commune

L'ÉTAT, DANS TOUS SES ÉTATS… Le Mélenchonisme, aussi

Ce que révèle l'affaire BENALLA – Troisième partie

La Lettre de La Commune, nouvelle série, supplément au n° 58 – samedi 4 août 2018

Pour quelques jours, le pays est en « vacances politiques ». Sous la canicule, la population affronte les pannes d'ascenseurs qui se généralisent dans les HLM et qui enferment handicapés et personnes âgées chez eux, les transports publics déréglés, la flambée des prix de première nécessité, sans même parler du reste. De plus en plus de sans abris, même lorsqu'ils sont atteint de maladies graves, même lorsqu'ils ont un travail, premières victimes des pics de pollution, tout comme les nombreux salariés qui travaillent en extérieur. Les pannes dans les grandes gares et le métro prennent des proportions inquiétantes. La vie quotidienne est en miettes. En temps normal, les vacances de luxe arrogant du chef de l'Etat, dans un Fort doté d'une plage privée et d'une piscine, passeraient sans doute inaperçues mais, dans les conditions d'aujourd'hui, celui-là donne l'impression de narguer des millions de familles de plus en plus démunies et toute « la France d'en bas ». Subitement, le « feuilleton » Benalla s'interrompt. Mais, comme l'a noté un journaliste, c'est « la fin du début, pas le début de la fin » en raison directe de tout ce qu'a révélé cette affaire…

La Lettre de La Commune
Pour un Parti des Travailleurs
Membre du Courant
ANTICAPITALISTES EN RESEAU
IVe INTERNATIONALE

Contenu

D. Obono : «*je défends les institutions bourgeoises – de la 5 ème République* » 1

Institutions et Destitution 2

Couleuvres : NE PAS AVALER ! 2

Outre l'existence d'une bande armée à l'Elysée, petite garde prétorienne incontrôlée au compte de « la Présidence de la république », outre le profil des deux principaux protagonistes qui ont tenu le rôle d'agents provocateurs lors des manifestations du 1er mai dernier, outre le rôle des CRS dans ces manifestations agressant des manifestants potentiels qui n'étaient pas des casseurs, l'affaire Benalla a jeté une lumière crue sur « l'état de l'Etat », un Etat qui ne fait plus corps, un Etat dont les grands commis ne « couvrent » pas le chef de l'Etat même au risque d'être mutés, limogés, déplacés, bridés dans leur carrière, un ministre de l'Intérieur qui, lui-même, se défausse sur l'Elysée. Et, tout cela, au grand jour.

D. Obono : « *je défends les institutions bourgeoises – de la 5 ème République* »

L'autre aspect de cette affaire réside dans l'attitude des « oppositions » et singulièrement, de certains parlementaires estampillés « France insoumise ». Cette attitude est fort bien résumée par l'improbable Danièle Obono : *« Je suis sous le choc, je défends des institutions bourgeoises et parlementaires de la Ve République* », (elle ajoute, sans doute en guise de divertissement :*« alors que je suis trotskiste* » [1]). Ainsi l'idée que Mélenchon met en général un quart d'heure à formuler au gré de circonlocutions à n'en plus finir, madame Obono les recrache en une seule phrase. Pour mieux dire : tant qu'il n'y aura pas une « 6 ème » république, il faudrait défendre celle-ci, il faudrait défendre cette assemblée nationale, avec ses 300 macronistes.

Institutions et Destitution

Notons le bien, ces gens-là défendent les institutions bourgeoises et parlementaires sans même chercher ce qui, dans leur Constitution, pourrait être retourné de façon « légaliste » contre Macron, à savoir l'article 68 de la Constitution qui traite de la destitution du Président de la République :

« Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de **manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat** . **La destitution est prononcée par le Parlement constitué en Haute Cour…** . » [2]

Au lieu de quoi, ces opposants bavards ont déposé une motion de censure qui cible le gouvernement. Un gouvernement dont chacun sait qu'il n'est qu'une annexe de l'Elysée, un paravent de la Bande à Macron.

Cela signifie clairement ceci : Les Oppositions parlementaires ont couvert Macron. Elles sont des Oppositions au gouvernement Philippe, ombre portée de Macron mais pas à Macron. Ou alors de façon platonique, quand cela ne mange pas de pain.

Bien entendu, tenter, sur le terrain parlementaire de destituer Macron, serait vain si cette intervention n'appuyait pas un appel au mouvement ouvrier et démocratique et à la population à une manifestation devant l'assemblée nationale pour la destitution immédiate de Macron et l'annulation de ses réformes, ce qui était faisable, il y a encore dix jours voire à la rentrée, le temps de mener une campagne nationale unie.

Couleuvres : NE PAS AVALER !

A cela, ces parlementaires « insoumis » ont préféré se tourner vers la Droite anti-ouvrière et anti-immigrée et farouche soutien aux réformes de Macron. Quant aux deux motions de censure, le « rassemblement national » des Lepénistes les a votées les yeux fermés. Tous étaient unis pour défendre l'Etat, la Police, les Institutions de la 5ème République ébranlés par cette affaire.

Nous ne pouvons pas croire que les militants LFI et PCF puissent avaler ce genre de couleuvre de la taille de boas constrictors

De toute évidence, ces deux motions étaient nulles et non avenues. Macron avait dit clairement être le seul responsable de cette sale affaire. Une affaire indissociable des réformes qui révèle également la volonté du

Pouvoir d’entraver le plus possible le droit de manifester par la violence policière et para-policière et autres provocations.

Notre confiance va notre classe, à la jeunesse et à la révolution et non aux « chefs » qui ont, plus que tout, peur que les masses défient leur Etat, leurs institutions bourgeoises et antidémocratiques de la 5ème république, dans l’action unie de bas en haut pour abattre les réformes et les gouvernements capitalistes qui les portent.

4 août 2018

1 http://www.europe1.fr/politique/affaire-benalla-la-revanche-du-senat-3723971

2 https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000571356&idArticle=LEGIARTI000006527562&dateTexte=&categorieLien=cid

---

Modifié le samedi 04 août 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires … Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse … la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre … contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »